



Déclaration liminaire de la FSU- CTSD du 5 Mars 2019

Pour le second degré :

Avant de commencer, la **FSU** exprime son mécontentement à propos de la communication des documents préparatoires pour la tenue de cette instance, transmis pendant les vacances scolaires, et sur le choix de la date, 2 jours après la reprise, rendant le travail de ceux qui siègent très difficile alors que la question des suppressions et créations de postes est centrale dans la préparation de rentrée. Nous demandons à ce que ces éléments soient pris en compte à l'avenir pour que cette instance continue à jouer son rôle dans le dialogue social.

En ce qui concerne le second degré, dans le Territoire de Belfort, la **FSU** fait le triste constat d'une nouvelle dégradation des conditions de rentrée 2019. En effet les choix proposés par M. l'Inspecteur d'Académie entraînent :

- **La diminution du taux d'encadrement** à 1,22 avec 9 collèges sur 13 en dessous de cet indice moyen.
- **La suppression de 4 postes** (hors ULIS) dans les collèges du département pour 64 élèves en plus.
- **Quant aux créations de postes** qui s'élèvent à 7 (hors ULIS) nous réitérons **notre demande faite au CTSD du 6 mars 2018**, à savoir que tout poste, créé ou supprimé, soit étiqueté correctement sur SIAM avec le complément de service qui éventuellement l'accompagne pour le mouvement.
- **Une augmentation** préoccupante **des Compléments de services** (ils s'élèvent au nombre de 60 cette année contre 54 l'année dernière). Ils multiplient les trajets sur des distances d'une moyenne de 25 kilomètres et contribuent à dégrader les conditions de travail des enseignants.
- **Le recours systématique** aux BMP extravagants de 3, 4, 5, 6 ou 7.5 heures. Ils sont un frein à l'implication des collègues concernés dans un établissement puisqu'ils doivent souvent travailler dans deux, voire trois structures.

De plus, ils s'élèvent cette année au nombre de 31 (c'est-à-dire l'équivalent de 14 ETP qui devraient être rajoutés aux collèges !). Cela représente une augmentation de 12.5% par rapport à l'année 2018.

Les dotations horaires globales sont cette année marquées par la prise en compte de la possibilité d'imposer une deuxième heure supplémentaire annuelle (HSA) aux enseignants. **La FSU** condamne fermement cette imposition et la logique nuisible qui en découle. En effet, ces deux heures auraient pu être utilisées pour créer ou maintenir des postes complets, plutôt que de recourir à des blocs de moyens provisoires (BMP). A l'inverse, elles vont être imposées comme heures supplémentaires annuelles à des enseignants déjà à temps complet, le nombre d'adultes dans l'établissement et donc le taux d'encadrement des élèves baissera. Le travail en équipe se trouve ainsi compromis !

Le collège Vauban est un exemple de la situation dégradée de cette future rentrée : 13% de sa DHG (843 heures) sont consacrés à des Compléments de services (rendus et donnés) et des BMP (ce qui représente 113.3 heures et touchent 17 matières). Triste exemple de précarisation !

Nous vous demandons, M. le DASEN, de créer les postes nécessaires sur les plus gros BMP (16h, 15h) et d'éviter les très petits compléments de service. Sinon, certains collègues continueront d'avoir des services difficiles par l'émiettement des postes qui s'accroît. Cette gestion à l'heure près ne favorise pas le travail en équipes et démotive certains collègues qui assument de nombreux déplacements.

Dans ces conditions, comment diversifier les pratiques et les situations pédagogiques dans l'ensemble des disciplines ? Comment aider tous les élèves à construire du sens et à entrer dans les apprentissages y compris pour les élèves les plus en difficultés ? Comment faire de l'inclusion avec des classes surchargées ?

La FSU refuse de participer à la gestion de la pénurie dans le service public.